

Qu'est-ce qu'une politique de gauche ?

par Nicolas Tenzer

IL existe un malaise de la gauche française. Au-delà des accords ou des désaccords avec la politique conduite par Lionel Jospin, l'interrogation est profonde quant à ce que signifie, aujourd'hui, « être de gauche » et conduire une politique « de gauche ». Si la gauche n'est qu'une sensibilité, une attitude ou une tradition et si elle ne s'incarne pas dans des actes en conformité avec sa doctrine, elle n'est rien. Elle ne peut requalifier le capitalisme, la performance et les inégalités du terme « de gauche » pour qu'ils le deviennent effectivement. Elle n'est pas un « supplément d'âme » ou de compréhension.

Si elle se borne, à l'inverse, à développer une protestation et à recourir à l'incantation, autrement dit si elle ne tient pas compte des réalités de l'action aujourd'hui, elle n'est rien non plus. La seule gauche intéressante est la « gauche de gouvernement ». La gauche ne parviendra au succès politique durable que si elle ne se résume ni à un prétendu réalisme qui l'exonère de rendre compte de ses valeurs,

ni à un volontarisme verbal qui la dispense de prendre, selon la formule de Hannah Arendt, « les risques de la vie publique ».

Pour sortir de ce dilemme, certains ont fait fond sur l'idée d'une « troisième voie », contribution la plus nouvelle et sérieuse à la définition de la gauche, tandis que d'autres, plus nombreux, craignant que ce concept germano-britannique ne dissolve un peu plus son identité, la rejettent sans l'étudier.

Or l'enjeu n'est pas seulement théorique : la gauche ne vaut rien sans capacité de mobilisation et d'adhésion. Le défi n'est pas non plus intemporel : la gauche doit être capable de montrer sa faculté à mieux résoudre que la droite les maux spécifiques de la société française, et à le faire au nom de ses principes propres.

Lire la suite page 16

Nicolas Tenzer est président du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (Cera) et directeur de la revue « Le Banquet ».

Qu'est-ce qu'une politique de gauche ?

Suite de la première page

Sauf à ce qu'il soit démontré que ceux-ci sont définitivement inopérants, c'est d'eux qu'il faut partir pour redonner une visibilité à la gauche. Travail d'autant plus nécessaire que, chez les électeurs et nombre de militants, l'écart entre les principes traditionnels et l'action constitue un facteur de désenchantement. Il explique la distance entre l'identification personnelle de la plupart des électeurs à une position assez précise sur un axe gauche/droite et le sentiment que ce clivage a moins de pertinence, non pas théorique mais pratique.

Le premier de ces principes, qui définit une méthode, repose sur l'idée que les choix sont ouverts et qu'il est possible de corriger des situations injustifiées ou scandaleuses. Le constructivisme social est au centre de la tradition de gauche, avec ses perversions monstrueuses – le communisme – et ses réalisations : sans cette conviction, aucun progrès social, résultat de luttes, n'aurait été possible.

Son espoir a toujours été de rendre les hommes meilleurs qu'ils ne le sont. Certes, cela fait longtemps que la droite n'est plus purement naturaliste – l'ordre social participe d'un ordre naturel qu'on ne peut modifier – ni fataliste, mais elle s'accroche plus spontanément des imperfections. Or l'inefficacité durable de nombreuses politiques, l'augmentation des inégalités, le maintien d'une importante pauvreté, l'invocation rituelle de marges de manœuvre limitées conduisent à un désespoir quant à la faculté pour la gauche de continuer, avec des résultats, son combat pour un monde meilleur. Cela explique la tentation désespérée ou colérique de l'ultra-gauche : celle-ci a compris l'intérêt qu'il y avait à montrer la possibilité d'autres choix, mais en les plaçant dans un ailleurs impossible. En cantonnant le changement dans l'irréalité, on renforce l'incrédulité de l'électorat.

Le deuxième principe est évidemment l'égalité. Imaginer qu'une politique de gauche puisse ne pas en faire sa première priorité, c'est briser

le point de reconnaissance qui, comme l'a montré Norberto Bobbio, la distinguera toujours de la droite. Certes, une partie de celle-ci s'alarme d'inégalités trop marquées et « indécentes », et l'objectif de la gauche n'a que rarement été une égalité totale. Mais si elle ne parvient pas à définir de manière crédible les moyens de rendre les hommes moins inégaux en fait et si elle laisse croire qu'elle se résout à l'existence d'inégalités significatives, pouvant aller jusqu'à priver de dignité ceux qui les subissent, au prétexte que les corriger entraînerait des effets pervers, elle casse l'un de ses fondements.

Les axes les plus médiatisés de la gauche – les 35 heures, la parité, la loi contre les exclusions, les emplois-jeune et a fortiori un quinquennat « sec » – ne sont pas les plus crédibles, faute d'effets perceptibles et positifs dans la vie du plus grand nombre

Ainsi, les théories dites « procédurales » de la justice, qui situent l'égalité dans les mécanismes plus que dans les réalisations, ne sont pas susceptibles de traduire les promesses du courant progressiste. On ne peut, quand on est de gauche, prétendre qu'il n'existe plus de conflits de répartition. Il n'est pas de gauche sans une doctrine d'émancipation : d'elle découle la promesse d'une plus grande égalité.

La troisième valeur de la gauche est la vérité. Au-delà de la lutte contre l'obscurantisme, héritage des Lumières, et du pari démocratique sur la capacité du peuple d'accéder à la connaissance, la vérité est une valeur politique : telle est la portée fondatrice du combat de la gauche pendant l'affaire Dreyfus. Quand on est de gauche, cacher la vérité est un crime, car nul principe supérieur ne peut justifier le mensonge. Historiquement, l'universalisme de

la vérité a précédé celui des droits. Alors que la droite pourra admettre la raison d'Etat, la spirale de la dissimulation ruine, pour la gauche, tout espoir de progrès. Par là, la gauche fondait non seulement la démocratie, mais la pratique de celle-ci.

Que le communisme, par ses mensonges et pas seulement par ses crimes, ait trahi ce principe est connu. Que la gauche socialiste l'ait bafoyé, avant 1981 par idéologie et pendant l'ère Mitterrand par mépris, l'est aussi. Mais que cette propension à s'éloigner de la vérité perdure dans la pratique administrative – dissimulation de certaines données, refus d'une évaluation

impartiale, tendance à minimiser les drames sociaux les plus graves, acceptation du gouvernement des réseaux – et le doute est jeté sur la capacité de la gauche à combattre les mauvais génies français.

Reste une quatrième valeur : la liberté, la plus difficile à définir et à mettre en pratique. D'un côté, il s'agit d'une valeur de gauche de par son origine – le combat pour la liberté, qui remonte au moins au XVI^e siècle – et de par sa destination – la liberté est le corollaire du projet d'émancipation, de la vérité et de l'égalité elle-même. De l'autre, la liberté défie la conception d'un ordre social réglé, recrée potentiellement inégalités et oppressions, refait surgir la force et l'irrationalité. La gauche ne conçoit donc souvent la liberté que limitée, voire très circonscrite.

Cette tendance est d'autant plus marquée que la crainte de ne pas

maîtriser l'avenir et, singulièrement, l'indétermination du marché est forte. Moins la gauche est assurée d'elle-même, moins elle est libérale. De nouvelles libertés seront certes données dans des domaines où elles se confondent avec l'émancipation et l'égalité – ainsi en matière de mœurs. Elles paraissent s'imposer aussi au nom de l'économie. Mais la liberté ne peut se réduire à une incantation vague à plus de démocratie, qui risque d'être un slogan vain sans une transparence du fonctionnement social, qui passe d'abord par plus d'égalité.

La gauche peut aujourd'hui s'appuyer sur ces quatre principes simultanément pour se différencier de la droite modérée, renouer avec ses valeurs oubliées et résoudre les maux de la société française. Mais il lui faut d'abord vaincre quelques obstacles. Le premier consiste à ne pas céder à la tentation de médiocres chassés-croisés : la gauche ne peut échanger les principes contre les réalisations, le culturel contre l'économique, la liberté contre l'égalité. La politique n'est pas une chambre de compensation, et des réalisations dans un secteur ne seront jamais des substituts à l'inaction dans d'autres. Les axes les plus médiatisés de la gauche – les 35 heures, la parité, la loi contre les exclusions, les emplois-jeunes et a fortiori un quinquennat « sec » – ne sont pas les plus crédibles, faute d'effets perceptibles et positifs dans la vie du plus grand nombre.

La gauche ne peut abandonner ses grands combats, notamment celui qui était traditionnellement le sien en matière d'immigration, parce que c'est la gauche et parce que le réalisme le commande. De même, des réalisations plus ambitieuses en matière de justice et de lutte contre la corruption devront être obtenues.

Ensuite, il convient qu'elle soit moins craintive d'elle-même, afin de gagner en sens critique envers ses préjugés. La gauche doit accepter de voir mesurer ses intentions à l'aune de ses résultats. En donnant l'impression de dissimuler l'attentisme par le symbolique, non seulement elle accroîtra la défiance envers la politique, mais elle laissera aussi prise aux accusations anciennes d'idéologie. Le premier

travail à accomplir, ne serait-ce que dans la perspective de 2002, devrait consister à énoncer ce qu'il lui reste à faire. Elle s'enorgueillira d'un bilan impartial.

Enfin, sa réussite dépend de succès concrets en matière de rénovation de l'action administrative. Que son effort, peut-être principal, doive porter sur les instruments d'intervention sur la réalité est ce que mesurent tous les gouvernements. Retrouver une capacité de maîtrise sur les réalités quotidiennes est le seul moyen de vaincre le scepticisme. Le spectre qui guette la gauche est la perte de capacité d'agir et de faculté de contrôle de la part du pouvoir politique. A force de s'habituer à l'impuissance et de trouver des excuses dans la « complexité », elle peut perdre l'un de ses moteurs

La gauche moderne, c'est l'Etat plus la société, la décision avec la démocratie, la concurrence et la redistribution

les plus féconds : la faculté d'indignation et le sentiment de révolte. Perte de souci du détail et crise de leadership vont souvent de pair.

La capacité d'agir de la gauche est liée à son combat contre les blocages propres à la France. La permanence de mécanismes occultes de reproduction sociale, entretenus par une école dépourvue de repères compréhensibles pour les plus défavorisés, la persistance d'inégalités cumulatives, un système de corps fermés et un élitisme sans sanctions montrent à contrario que vérité, égalité et concurrence peuvent jouer dans le même sens. La gauche ne pourra amender les éléments traditionnels de son programme, potentiellement discordants – la défense du service public, l'intervention de l'Etat, la coopération internationale plus que le conflit – que si elle comprend qu'ils doivent être placés dans un contexte différent :

le service public est un cadre trop étroit pour diminuer les inégalités et accroître la puissance d'une nation, l'intervention de l'Etat est moins exclusive mais plus fédérative, la compétition autant que la coopération concourent à la prospérité des peuples.

Dans ce contexte, la concurrence est la contrepartie de la démocratie et d'une mise à bas des privilèges. La solidarité signifie qu'il n'y a pas de place acquise une fois pour toutes et telle est aussi la force du libéralisme dans une société comme la France. L'équilibre des pouvoirs permet le contrôle et le jugement des citoyens, mais ces pouvoirs ne doivent pas être paralysés, notamment par des contrats fictifs. Prenons garde au formalisme. La gauche a découvert que la démocratie requiert plus d'autonomie, de responsabilité, de déconcentration et de décentralisation, mais leur vertu dépend des règles et des mœurs publiques. La décentralisation dans un système notabiliaire est antidémocratique, la déconcentration dans un univers corporatiste aboutit à la routine. L'autonomie dans un contexte non concurrentiel, et sans évaluation externe et internationale, rime avec inefficacité. Le partage des responsabilités, en l'absence de directives politiques, de moyens, de récompenses et de sanctions, aboutit à la paralysie.

Quant à la règle de dévolution des compétences et des pouvoirs, au sein de l'Etat ou au profit d'organes extérieurs, elle n'est pas une question de principe, mais doit résulter de choix quant au bon niveau de répartition des richesses. La modernisation de l'économie est très heureusement devenue une préoccupation de la gauche, mais celle des institutions et surtout celle de la société restent à accomplir.

La gauche moderne, c'est l'Etat plus la société, la décision avec la démocratie, la concurrence et la redistribution. Le nouveau libéralisme de la gauche portera pleinement ses fruits et cessera de contredire l'égalité et l'honnêteté, visage politique de la vérité, lorsqu'elle aura saisi qu'au sein de son propre camp elle doit combattre des intérêts qui l'éloignent de ses exigences démocratiques.

Nicolas Tenzer